



Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Avis sur le projet de Schéma Régional des Carrières d'Occitanie (SRC) - Avis favorable sous réserve - Émission

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Préfet de Région sollicite l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet de Schéma Régional des Carrières d'Occitanie (SRC), comme le prévoit le Code de l'environnement (article R.515-4) pour les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) concernés par un « *bassin de production des ressources minérales primaires* ».

Le schéma régional des carrières vise à définir :

- Les conditions générales d'implantation des carrières ;
- Les orientations en matière d'utilisation rationnelle et économe des ressources minérales primaires ;
- Les orientations relatives à la logistique ;
- Les mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts de l'activité.

Le SRC n'a pas vocation à identifier les carrières dont l'activité pourrait être prolongée ou engagée. Cependant, les autorisations préfectorales accordées aux exploitants de carrières devront être compatibles avec le SRC. Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) doit également être compatible avec le SRC.

Les enjeux pour la Région et la Métropole

Les ressources minérales, non renouvelables mais indispensables au marché du Bâtiment Travaux Publics (BTP), doivent faire l'objet d'une exploitation raisonnée en limitant leurs impacts sur l'environnement (biodiversité, agriculture, paysage, eau) et sur le cadre de vie (poussières, bruit, qualité de l'air).

Le projet de SRC Occitanie développe particulièrement la question des granulats, qui représentent 86% de la production de matériaux en Région (2ème ressource la plus consommée en France après l'eau). Il s'intéresse également aux autres types de matériaux exploités en Région, dont les roches ornementales ou de construction (ROC) considérées comme des gisements d'intérêt régional. L'Occitanie compte 491 carrières et consomme chaque année 40 millions de tonnes de granulats, soit entre 6 et 7 tonnes par an et par habitant.

Au sein de la Métropole, 5 communes accueillent des carrières en exploitation : Villeneuve-lès-Maguelone (roche massives), Pignan (roche massives), Castries (roche massives), Beaulieu (deux carrières d'exploitation de ROC). Ces carrières couvrent une partie des besoins de la Métropole, fortement consommatrice de granulat compte tenu de sa production de logements et d'infrastructures ces dernières années (les bassins de Nîmes, Montpellier et du Biterrois concentrent 33 % de la consommation régionale).

Etat des lieux et scénario retenu par le projet SRC

Le territoire régional ne souffrait pas de difficultés majeures d'approvisionnement jusqu'à 2019. Pour assurer l'approvisionnement à 2031, le projet de SRC établit plusieurs scénarios au regard de différents critères : croissance démographique, grands projets (Ligne à Grande Vitesse, routes, stade, ...), évolution des modes de construction et d'utilisation des ressources secondaires, ... L'analyse comparative des scénarios a conduit les services de l'Etat à privilégier le scénario « *tendanciel* ».

Ce scénario se base sur une évolution liée à l'augmentation de la population selon le scénario central de l'INSEE (+0,6% entre 2019 et 2031), avec un maintien de la consommation annuelle par habitant (entre 6 et 7 tonnes). Le scénario retenu intègre les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) qui vise à valoriser 80 % des déchets inertes en sortie de chantier à partir de 2025 (un objectif supérieur à celui de la loi transition énergétique et croissance verte de 2015). La mise en œuvre des mesures du projet de SRC devraient permettre de couvrir 12 % du besoin régional par les ressources secondaires en 2031 (contre 10% actuellement *a priori*).

La Métropole note que le gisement de matériaux secondaires semble avoir sous-estimé, dans la mesure où la loi Climat et Résilience de 2021 aura pour effet d'augmenter le nombre d'opérations en renouvellement urbain et par conséquent les déchets de chantier. De plus, le recours aux matériaux alternatifs ne semble pas avoir été suffisamment développé, en particulier le bois, sachant que l'Occitanie est la deuxième région forestière de France. D'après le projet de SRC, une augmentation de la part du bois dans la construction serait prévisible à l'horizon 2031, « *mais difficile à quantifier compte tenu des dynamiques de construction différenciée entre régions* ». De la même manière, le réemploi de la terre crue sur site mériterait d'être davantage développé afin de réduire les besoins en ressources primaires et de promouvoir les circuits-courts.

Selon le scénario retenu par le projet de SRC, l'approvisionnement régional connaîtra un déficit progressif pour atteindre 15 millions de tonnes en 2031. Pour couvrir les besoins régionaux, le renouvellement, l'extension ou la création de carrières apparaissent indispensables. Sans que le projet de SRC ne les localise, il fixe les orientations qu'elles devront respecter.

Orientations du projet de SRC

Le projet de SRC définit 6 orientations déclinées en objectifs et mesures opérationnelles :

1. Vers un approvisionnement économe et rationnel

- Mettre en place d'un outil de suivi de la production et des besoins en ressources primaires et secondaires ;
- Privilégier les renouvellements et extensions à l'ouverture de nouvelles carrières ;
- Justifier de nouvelles autorisations au regard du besoin ;
- Optimiser les surfaces exploitées (exploitation en profondeur privilégiée, aménagement du site, ...) ;
- Prévoir au sein des documents d'urbanisme locaux l'accès aux gisements et les zones d'extensions possibles, quand il s'agit de gisements d'intérêt régional (carrières de Beaulieu), ou de granulats d'intérêt particulier.

La Métropole note que le projet de SRC ne présente aucune définition des « *granulats d'intérêt particuliers* ». Il est donc indispensable d'en préciser les contours pour que les territoires puissent prévoir leur accès au sein des documents d'urbanisme.

2. Favoriser le recours aux ressources secondaires

- Intégrer dans la commande publique ou privée des exigences en matière de gestion des déchets de chantier ou de recours aux ressources secondaires ;
- S'appuyer sur la « *nouvelle filière responsabilité élargie du producteur* », qui doit favoriser la création de points de reprise des déchets sans frais pour éviter les dépôts sauvages ;
- Développer les filières de réemploi et de recyclage ;
- Prévoir le foncier nécessaire aux installations de recyclage dans les documents d'urbanisme, en priorité de prévoir le foncier sur des espaces déjà artificialisés (plateformes logistiques de matériaux, installations de recyclage ou carrières déjà autorisées).

Sur son territoire, la Métropole est déjà fortement engagée dans le développement du recyclage des matériaux de chantier et le soutien de cette filière d'avenir, à travers trois dispositifs cadres :

- Le schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (Spaser) ;
- Le « *pacte d'engagement 2030* », signé en septembre 2021 avec les représentants des sociétés d'ingénierie et de travaux publics du territoire, dont l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction d'Occitanie (UNICEM). Ce pacte vise notamment à développer la filière de recyclage et de valorisation des matériaux de déconstruction, dans une logique d'économie circulaire et de circuit-court ;
- La contractualisation avec un centre privé, situé à Grabels pour la valorisation des matériaux de déchets inertes issus des Points Propreté. En 2020, près de 17 000 tonnes de déchets inertes y ont été triés et en grande partie réutilisés, par exemple en remblai routier.

3. Respecter les enjeux environnementaux du territoire

- Le projet de SRC définit 3 niveaux de sensibilité environnementale avec des orientations associées :
 - o Niveau 1 (réserves naturelles nationales (Estagnol à Villeneuve-lès-Maguelone), cœur du Parc National des Pyrénées, ...) : interdiction de nouvelle carrière dans ces espaces ;
 - o Niveau 2 (cœur du Parc national des Cévennes, espaces naturels sensibles (plusieurs sites sur la Métropole), réserves biologiques, ...) : principe d'incompatibilité et nécessité pour les porteurs de projets de se rapprocher des gestionnaires des espaces concernés ;
 - o Niveau 3 (Natura 2000, Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), Plan National d'Action (PNA), ...) : précautions particulières en lien avec les gestionnaires des espaces concernés.
- Encourager les exploitants à réaliser un suivi écologique des carrières.

La Métropole note que seuls les enjeux de niveau 1 sont reportés dans la carte des gisements potentiellement exploitables. Il n'est pas acceptable que les zones Natura 2000 et les ZNIEFF soient classées en niveau 3 seulement alors qu'elles sont intégrées dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) pour définir la trame verte et bleue à l'échelle régionale. De plus, le SCoT révisé a étendu les réservoirs de biodiversité de SRCE sans que cela soit pris en compte par le projet de SRC.

Dans le cas des carrières existantes de Beaulieu (identifiées en gisement d'intérêt régional) et en ZNIEFF de type 1 (Mares et bois des carrières de Beaulieu), leur éventuelle extension devront faire l'objet d'études approfondies (correspondant au niveau 2) et en premier lieu, l'analyse démontrant l'absence de localisation alternative hors ZNIEFF.

Par ailleurs, s'agissant des impacts sur la qualité de l'air des carrières et installations de traitement des matériaux, il apparaît que les orientations et objectifs du projet ne présentent aucune disposition spécifique en la matière.

La Métropole demande donc que le SRC prévoit des mesures pour les installations existantes et à créer de manière à limiter les émissions nuisibles pour le voisinage.

4. Favoriser une remise en état concertée et adaptée

- Définir les conditions de remise en état dans le dossier de demande d'autorisation ;
- Mettre en place d'une concertation sur les projets de remise en état des carrières, entre l'exploitant et les acteurs du territoire de manière à prévoir une remise en état adaptée au lieu.

5. Recourir à une offre de transport à moindre impact sur l'environnement

- Favoriser l'implantation des carrières et plateformes de recyclage au plus proche des bassins de consommation ;
- Pérenniser au sein des documents d'urbanisme, les infrastructures permettant de transporter les ressources primaires par le fer ou la voie d'eau (Port de Sète, Canal du Rhône à Sète) ;
- Prendre en compte dans les documents d'urbanisme les enjeux de report modal, en identifiant le foncier disponible pour les plateformes de transit et stockage de matériaux.

6. Mettre en place une gouvernance du Schéma Régional des Carrières de la région Occitanie neutre et représentative des différents acteurs

- Installer un observatoire des matériaux ;
- Suivre les indicateurs et évaluations du SRC dans les 6 ans à compter de son approbation.

La Métropole partage les orientations décrites dans les parties 4, 5 et 6.

Avis de Montpellier Méditerranée Métropole

La Métropole demande que les orientations relatives aux zones à enjeux environnementaux de niveau 2 (principe d'incompatibilité et nécessité pour les porteurs de projets de se rapprocher des gestionnaires des espaces concernés) s'appliquent également aux zones de niveaux 3 (sauf pour les PNA où les mesures applicables au niveau 3 restent adaptées).

Elle demande aussi que les installations d'exploitation et de traitement des matériaux prévoient des mesures pour limiter les nuisances à proximité des habitations.

De plus, la Métropole demande des précisions sur les « *granulats d'intérêt particuliers* ».

Elle demande enfin la réévaluation du potentiel en ressources secondaires et alternatives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable sur ce projet de Schéma Régional des Carrières d'Occitanie (SRC), sous réserve qu'il prenne en compte les observations présentées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/03/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 29 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184772-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/03/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.